

Bénin/Justice

L'opposant Ajavon condamné à 20 ans de prison !

AFP
Porto Novo/Bénin

Et un mandat international a été lancé à son encontre. L'ancien candidat à la présidentielle et homme d'affaires se trouvant actuellement en France.

UN tribunal spécial du Bénin a condamné hier le président d'un parti politique d'opposition et riche homme d'affaires, Sébastien Ajavon, actuellement en France, à 20 ans de prison et a lancé un mandat international contre sa personne, dans une affaire de trafic de cocaïne. "Aujourd'hui nous pouvons dire qu'il n'y a plus d'Etat de droit au Bénin", a déclaré à l'AFP l'un de ses dix avocats, Me Julien Bensimhon, qui dénonce de graves irrégularités dans le système judiciaire, dont l'impossibilité d'avoir accès au dossier de son client ou d'avoir pu prendre la parole pour le défendre lors de ce procès qui a duré



Photo : AFP / L'Union

Le sourire de l'opposant Sébastien Ajavon (ici lors de la campagne présidentielle de 2016) risque de se transformer en rictus avec cette condamnation à 20 ans de prison.

moins d'une heure. "Nous nous y attendions", a renchéri Me Marc Bensimhon, un autre de ses avocats. "M. Ajavon est désormais en exil (en France), s'il rentre il sera incarcéré immédiatement." Le président du tribunal, Edouard Ignace Gangny, l'a également condamné à une amende de 5 millions de francs CFA, suivant toutes les recommandations du parquet, et a appliqué la peine maximale. M. Ajavon, qui a refusé de se présenter à l'audience en dénonçant des fraudes

dans le système judiciaire, est accusé de trafic de cocaïne à l'échelle internationale après la découverte d'environ 18 kg de cocaïne pure d'une valeur estimée à 9 milliards de francs CFA dans un conteneur destiné à l'une de ses sociétés en octobre 2016. Il était jugé hier par la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet), un tribunal spécial créé fin août, qui ne permet pas de faire appel. Le seul recours de la défense, qui avait déjà convoqué la Cour africaine

des droits de l'homme pour une autre affaire concernant leur client, est désormais de se pourvoir en cassation. M. Ajavon, qui avait déjà été relaxé pour cette affaire il y a deux ans, a dénoncé un "coup monté" dans une interview diffusée par Radio France internationale (RFI), dont les ondes ont été brouillées lors des rediffusions de l'émission dans la matinée, selon un responsable de la radio. Candidat à la présidentielle de 2016, Sébastien Ajavon, qui a fait fortune dans l'agroalimentaire, était arrivé troisième, et s'était rallié à l'actuel président, Patrice Talon. Mais les relations entre les deux hommes, deux milliardaires qui sont opposants en politique et dans les affaires, se sont vite dégradées, Sébastien Ajavon ayant été visé par la justice dans plusieurs affaires. Fin mars 2018, il a relancé sa carrière politique, en fondant son propre parti en vue de la présidentielle de 2020, l'Union sociale libérale (USL).

Cameroun/Conflit en zone anglophone

Le domicile de Ni John Fru Ndi incendié, sa sœur kidnappée

AFP
Yaoundé/Cameroun

LA sœur de Ni John Fru Ndi, président du principal parti d'opposition au Cameroun, le Social Democratic Front (SDF, anglophone) a été enlevée par des séparatistes anglophones, et la maison de l'opposant incendiée, a annoncé hier un de ses avocats. Les séparatistes "ont brûlé la maison du chairman (Ni John Fru Ndi) à Baba II", dans la région du Nord-Ouest, l'une des deux ré-

gions anglophones en conflit armé, a affirmé Me Francis Sama, l'un des avocats du SDF, lors de l'examen au Conseil constitutionnel hier de la requête introduite par le SDF pour exiger l'annulation de la présidentielle du 7 octobre. "Ils ont kidnappé sa petite sœur", a-t-il ajouté devant le Conseil, sans plus de précision sur l'attaque ni sur les motivations des assaillants. Mais d'après M. Sama, M. Fru Ndi est assimilé à un "traître" par les combattants séparatistes qui luttent pour la création d'un Etat anglophone indépen-

dant, car il est partisan d'un retour au fédéralisme abandonné en 1972. M. Fru Ndi et son parti - principale force d'opposition à Paul Biya aux derniers scrutins présidentiels - se sont toujours dits opposés à la partition du Cameroun. Les séparatistes ont appelé au boycottage de la présidentielle au Cameroun anglophone, mais le SDF a décidé d'y participer. A Yaoundé, le SDF a introduit une requête pour l'annulation totale du scrutin présidentiel du 7 octobre, estimant qu'"il n'y a pas eu d'élection présidentielle" dans les régions anglo-

phones où les taux officiels de participation ont été d'environ 5% pour le Nord-Ouest et 15% pour le Sud-Ouest. Comme lui, les opposants Maurice Kamto et Cabral Libii ont de même introduit des requêtes pour l'annulation totale ou partielle de ce scrutin, estimant qu'il a été émaillé de nombreuses irrégularités. La requête de M. Libii a été jugée irrecevable. La réponse aux deux autres n'a pas encore été rendue, l'examen du recours du SDF étant toujours à l'examen au Conseil constitutionnel.

Mali/Conflit

Violents combats entre jihadistes et forces armées épaulées par Barkhane

AFP
Paris/France

DE violents combats ont eu lieu mardi entre des soldats de l'armée malienne et des jihadistes dans le nord du Mali, déclenchant une intervention aérienne de la force française Barkhane, a indiqué hier le porte-parole de l'état-major français. "Les combats ont débuté le 16 octobre, dans la région de Ndaki, à environ 200 km au sud-ouest de Gao, entre les Forces armées maliennes (FAMA) appuyées par les militaires français de Barkhane

contre une cinquantaine de membres d'un groupe armé terroriste", a décrit le colonel Patrik Steiger lors du point presse hebdomadaire du ministère des Armées. Alertés par les forces maliennes prises à partie au sol, les militaires français ont envoyé "une patrouille d'hélicoptères Tigre, rapidement renforcés par deux Mirage 2000", a-t-il détaillé. A leur arrivée, les Tigre ont essuyé des tirs ennemis à l'arme légère et au lance-roquette RPG, déclenchant des tirs de riposte de la part des hélicoptères et avions français, selon l'état-major, mais "les combats se sont poursuivis au sol".

"La ténacité des terroristes qui n'ont pas abandonné tout de suite laisse à penser que soit il s'agissait d'un site important pour eux soit que quelqu'un d'important était présent chez eux", a commenté le colonel Steiger. Le violent accrochage "s'est conclu mercredi par l'abandon du terrain par l'ennemi et la destruction d'un campement terroriste conséquent", sur lequel ont été saisis une quinzaine de motos, un pickup et un gros stock de matériel de fabrication d'engins explosifs improvisés, a-t-il affirmé. Deux soldats maliens ont été blessés pendant les combats. Seul le corps d'un

jihadiste a été retrouvé sur le site. • Un gendarme tué et trois blessés au Burkina Faso voisin. Un gendarme burkinabè a été tué et trois blessés dans la nuit de mercredi à hier au cours de l'attaque de la brigade territoriale de Barani, localité de l'ouest du Burkina Faso, a-t-on appris de sources concordantes. La veille, un conseiller municipal à Sonan, dans le Sahel burkinabè, avait été abattu par des individus circulant à motos qui ont pris la fuite en direction de la frontière malienne, selon des sources sécuritaires.

Qui Sortir...
Restaurants

NOMAD

BUFFET MIX GRILL

25.000 FCFA par personne

Tous les dimanches à partir de 12H

RÉSERVATIONS:
05 40 77 17 / 05 65 24 17

CASINO CROISSETTE

LE LOUNGE & LES JEUX

Tous les dimanches à partir de 21h30

Soirée Salsas

Happy Hours toute la nuit sur la plupart des boissons!

Cours de danse avec Alain Didier de 17h à 21h de débutant à confirmé

publi.com Tél : 04 10 03 91 07 17 34 20